

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS:

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Étranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR:
ANDRÉ ZIPCZY.

INSERTIONS:

annonces 1 ^{re} page.....	3 piastres la ligne
annonces 2 ^{me} page.....	6 » la »
annonces 3 ^{me} page.....	4 » la »
La Livre Turque à n. 400.	

Les abonnés s'abonnent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se paient d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces: à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse; à ROME, chez les principaux libraires; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rottger et Co, à Vienne, I Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 139-140 Fleet Street.

LA TURQUIE paraît en deux éditions: une édition du matin, contenant les télégrammes arrivés dans la nuit, et une édition du soir, donnant les nouvelles du jour.

Les abonnés recevront, comme par le passé, l'édition du matin. Ceux qui voudraient également recevoir l'édition du soir n'auront à payer qu'un supplément de trois francs par mois.

La vente au numéro sera faite au prix d'usage.

TELEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET Co

(Télégrammes en retard).

Autriche-Hongrie.

Vienne, 17 mars 9 h. 10 m., soir.
Obligations Roumélien. A. 17.50
Pièce de 20 francs..... » 9.75
Agio..... » 113.-
Change sur Londres..... » 122.75

Demain, les constitutionnels se réuniront pour discuter la suppression des délégations.

France.

Paris, 19 mars.
Rente française.....Fr. 108.40
5 0/0 ottoman (clôture)..... » 13.-
» boulevard..... » 13.25

Angleterre

Londres, 17 mars.

On attend avec confiance les décisions qui seront prises demain par le cabinet au sujet des négociations avec la Russie.

Le Times annonce que l'entente des puissances a assuré le succès complet des négociations et que le cabinet discute exclusivement les modifications qui ont été faites en dernier lieu au protocole. Les puissances, secondant les buts poursuivis par la Russie, prennent l'engagement de recommander à la Turquie la mise à exécution des réformes préconisées par la Conférence. La Russie, étant ainsi rassurée sur le sort des chrétiens de Turquie et se déclarant satisfaite dans son honneur, procédera à la démobilisation de son armée.

Londres, 19 mars.

5 0/0 ottom. ouverture. Ls. 13 1/8
» clôture..... » 13 3/16

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 14.12
En ce moment..... » 14.12
Obligations Roumélien..... fr 37 —
Papier-monnaie — L. T. 100 P 158 —

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.	
22 mars. 1877.	
Lever du soleil.....	6 h. 6 m.
Coucher.....	6 » 10
Temp. moyen à midi apparent.....	42 » 6 58
Id. à la turque à midi moyen.....	5 » 42
8 heures du matin.	
Baromètre.....	761.6
Thermomètre.....	14.6
Minimum.....	13.4
Maximum de la veille.....	21.7
Direction et force du vent SE. faible.	

NOUVELLES DIVERSES.

S. M. le Sultan a bien voulu conférer à S. A. le Grand-Vézir Edhem pacha les insignes du Grand Cordon de l'Osmanié avec la plaque en brillants.

Les négociations pour la paix entre la Sublime Porte et le Monténégro n'étant pas terminées, l'armistice a été prolongé jusqu'au 1/3 avril exclusivement.

S. Exc. Halil Chérif pacha, le nouvel ambassadeur de Turquie à Paris, compte partir la semaine prochaine, voie de Varna, pour se rendre à son poste.

Mardi, le Grand-Vézir a réuni les ministres en conseil extraordinaire à la Sublime Porte. Hier, les ministres ont tenu leur conseil ordinaire.

La Chambre des députés tiendra aujourd'hui sa première séance publique. Comme le local du Parlement n'est pas spacieux, il a été décidé, pour éviter l'encombrement, de distribuer des cartes d'entrée.

Les places disponibles pour le public sont au nombre de quatre-vingts. C'est à ce chiffre que s'élèvent aussi les cartes

d'entrée distribuées. Elles ont été ainsi réparties: 10 pour le corps diplomatique; 10 pour les électeurs de Constantinople; 40 pour les personnes notables de toutes les classes; 10 pour les correspondants de journaux étrangers et 10 pour les journaux de la localité.

Ces billets d'entrée ne sont valables que pour cette première séance.

Les débats s'ouvriront à 5 heures à la turque.

L'assemblée des électeurs de Constantinople se réunit aujourd'hui à la préfecture de la ville pour avoir à remplacement des deux députés démissionnaires, l-D'Servicen effendi et Hadja Youssef effendi.

C'est par erreur qu'il a été publié par le Bassiret, et répété par d'autres journaux, que l'assemblée électorale s'était déjà réunie lundi dernier et avait élu le député musulman.

Youssef Ali bey, sous-gouverneur de Pogoniani, district d'Argyrocastro, en congé à Constantinople, a été, avant-hier, l'objet d'une agression pendant qu'il se trouvait avec deux de ses amis dans un café de Balouk-bazar.

Les agresseurs étaient plusieurs Albanais, originaires de Pogoniani. Il paraît qu'ils avaient des griefs contre leur gouverneur dont ils voulaient se venger. Des insultes ils allaient en venir aux voies de faits; mais en ce moment la gendarmerie qui avait été avisée par le propriétaire du café, est survenue et a mis fin à la démonstration des Albanais en les conduisant tous au poste.

La Finanza annonce que S. A. le Khédive a nommé M. Malmusi, consul d'Italie à Alexandrie, commandeur de l'ordre du Médjidié, et M. le comte Rozwadowski, officier du même ordre.

Un décret de S. M. l'empereur Frédéric-Guillaume supprime le consulat d'Allemagne à Souline.

On nous écrit de Brousse que Vely pacha, gouverneur, général du vilayet de Hadavendjhar n'a pas démenti les qualités d'administrateur intègre et intelligent qu'on se plaisait à lui reconnaître.

Depuis l'arrivée de Son Excellence, les affaires suivent une marche normale et il règne parmi les employés du conak une émulation qui est stimulée par l'activité dont leur chef donne l'exemple.

D'après les journaux de Smyrne, la peste bovine ferait des ravages à Kutahia et à Afion-Carabissar.

Nous lisons dans le Kelet que cinquante étudiants de l'université de Klausenbourg (Transylvanie) ont adopté le fez turc pour coiffure ordinaire, en signe de sympathie pour les Ottomans.

On écrit de Silistrie au journal Touna: Les travaux de défense, qui ont été entrepris à Silistrie pendant que Selami pacha avait le commandement de la place, sont terminés.

Les fortifications achevées consistent en soixante redoutes, pouvant abriter chacune 100 soldats. On est en train maintenant d'élever autour de la ville d'autres fortifications auxquelles les soldats et les habitants travaillent avec une grande activité.

Les matériaux nécessaires pour ces fortifications, tels que pierres, briques, sable, etc. d'une valeur d'un million de piastres environ, ont été fournis gratuitement par les habitants, musulmans et non musulmans, de ce district. En dehors de cela, plusieurs autres habitants ont offert leurs bœufs et leurs chariots pour le transport des matériaux, et les bœhémiens qui campent aux environs de Silistrie ont confectionné et livré à l'armée dix mille paniers pour le service des terrassements.

LES DÉPUTÉS PRÉSENTS À CONSTANTINOPLE.

Les députés présents à Constantinople sont au nombre de quatre-vingt-quatre.

Voici leurs noms et l'énumération des provinces qu'ils représentent:

Musulmans. — Ahmed Vefik effendi (président), Hassan Fehmi effendi, Ahmed Hilmi effendi, Youssef effendi, Hadji Ahmed effendi, députés de Constantinople et de la banlieue; Rasmiz bey, Hadji Chérif bey, Husni bey, Rifaa effendi, députés du vilayet d'Andrinople; Iorahim bey, Tahir Omar bey, Ismail Rassih bey, députés du vilayet de Salonique; Husni bey, Moustapha bey, Nakki bey, députés du vilayet de Jannina; Ismail bey, Selim agha, députés de Scutari d'Albanie; Ibrahim bey, Mehmed bey, députés de l'Herzégovine; Hadji Fehim effendi, Mehmed bey, Murad bey, de Bosnie; Chakir effendi, Iliss pacha, du Danube; Beha-eddin effendi Raza effendi, de Brousse; Ahmed effendi, Raghib bey, Mehmed effendi de Smyrne; Hussein Tchélébi effendi, Fasih effendi, de Konieh; Suleiman effendi, Abdi bey, d'Angora; Salih effendi, Hadji Moustapha effendi, de Castamouni, Ah-

med Mukhtar effendi, Hadji Raouf bey, d'Erzeroum; Hadji Messoud effendi, de Diarbékir; Kiazim effendi, Hadji Moustapha effendi, Halet effendi, de Syrie; Husni effendi, Saïd effendi, Naafi effendi, d'Alep. Total, 45 députés.

Grecs. — Vassiliski bey Sarekiotti, de Constantinople; Hadji Panayoti effendi Tziriti, Athinodoros effendi Dêmétrion, d'Andrinople; Basile effendi Papasoglou, Etienne Tatti effendi, M'haleki effendi, de Salonique; Alebiade effendi Liambey, Nicolas effendi Tchanakia, Argirios effendi Kataritchi, de Jannina; Philippe effendi Risto, Isidore effendi Maspelli, de Scutari d'Albanie; S. Pavli di effendi, de Brousse; Yanco effendi Tcharinoglou, de Smyrne; Symeon-k-effendi, de Konieh; Michel effendi, d'Angora; Petroski effendi, Sapundji effendi, de Castamouni. Total, 16 députés dont deux greco-albanais.

Arméniens. — Ohannès effendi Alla-verdi, S-bouh Mak-oud effendi, de Constantinople; Ruppen effendi, d'Andrinople; Ovaghim effendi, de Brousse; Agob effendi, de Smyrne; Hamazasp, Daniel effendi, d'Erzeroum; Ussef effendi, de Diarbékir; Karkor effendi, d'Adana; Manuk effendi, d'Alep. Total, 10 arméniens.

Slaves et Bulgares. — Ceramihaloglou effendi, d'Andrinople; Stéfanos Bistitch, de l'Herzégovine; Petros effendi Petrovitch, Bozas effendi Morossik, de Bosnie; Dimitrakki effendi, Petroski effendi et Stéfanaki effendi, du Danube. Total, 8 Slaves et Bulgares.

Arabes chrétiens. — Nicolas Nakas-effendi, Nicolas effendi Nuphal, Youssef effendi Khaleidi, de Syrie. Total, 3 députés.

Israélites. — Abraham effendi A'ji-man, de Constantinople; Yaver effendi, de Bosnie.

Les députés des vilayets de Bagdad, de Bassorah et de Tripoli de Barbarie sont en route pour Constantinople. Ils pourront être ici vers la fin du mois courant.

AVIS.

Maison Mir et Cottureau.

Monsieur CH. COTTUREAU a l'honneur de prévenir sa nombreuse clientèle qu'il vient de s'adjoindre comme associé son ancien employé, M. NICOLAI PAPAROUSSI qui aura la signature sociale.

MIR ET COTTUREAU.

Les personnes dont l'abonnement expire le 1^{er} Avril prochain sont priées de le renouveler, si elles ne veulent pas subir d'interruption dans la réception du Journal.

ACTES OFFICIELS.

Nominations—Promotions.

Par ordonnance impériale:
S. Exc. Aarifi pacha, sénateur, est nommé vice-président du Sénat.

Chérif effendi, directeur-adjoint de la correspondance du Grand-Vézir, est nommé directeur de la correspondance du Ministère de l'Intérieur.

La paix serbe

La Gazette de Cologne publie les documents concernant la paix conclue entre la Turquie et la Serbie. Le rapport des négociations est suivi du télégramme du prince Milan au Grand-Vézir et du firman du Sultan dont voici le texte:

TÉLÉGRAMME DU PRINCE MILAN

S. A. le prince de Serbie à S. A. le Grand-Vézir.

Belgrade, 2 mars 1877.

J'ai l'honneur d'informer Votre Altesse que nous confirmons et ratifions pleinement le protocole contenant les bases convenues pour le rétablissement des relations entre la Sublime Porte et la Serbie, tel qu'il a été signé par nos délégués spéciaux, MM. Philippe Christitch et Demetre Matitch, de même que les éclaircissements et les assurances que les délégués ont donnés à la Sublime Porte et qui ont abouti au rétablissement du statu quo qui avait existé entre la Sublime Porte et la Principauté jusqu'au mois de juin de l'année passée.

La Serbie rentrant ainsi dans la plénitude des droits, des privilèges et des immunités dont elle a joui jusqu'alors, j'accepte, avec un profond sentiment de fidélité, les obligations qui découlent des firmans émanés à différentes époques, et par lesquels la cour suzeraine avait témoigné sa sollicitude et sa confiance envers la nation serbe et son prince.

Il appartient maintenant à S. M. le Sultan de proclamer officiellement le rétablissement des relations de la principauté avec la puissance suzeraine, sur la base convenue.

FIRMAN DE S. M. LE SULTAN.

(Traduction, après les titres et formules d'usage.)
... Notre sollicitude impériale avait toujours eu pour objet tout ce qui pouvait contribuer à consolider la tranquillité et le progrès de la principauté de Serbie qui

fait partie intégrante de notre empire, et à assurer le bonheur et la prospérité de ses habitants.

Les immunités et privilèges contenus dans les hatti impériaux délivrés à diverses époques n'ont eu pour but que la réalisation de ce désir. Une preuve éclatante de notre bienveillance pour le peuple serbe, en considération de sa fidélité éprouvée envers notre gouvernement impérial, avait été donnée notamment par la décision en vertu de laquelle la garde des forteresses impériales sises en Serbie avait été confiée à la principauté.

Les rapports de confiance et de sincérité entre la principauté et la cour suzeraine étaient ainsi consolidés et développés de jour en jour davantage, lorsque, malgré les efforts de notre gouvernement impérial pour garantir l'ordre de choses existant.

Nous avons été péniblement affecté en voyant qu'il n'avait pas été possible de prévenir les événements malheureux qui menacent de troubler profondément aussi bien la situation vis-à-vis de la cour suzeraine.

Sur l'acceptation empressée de la proposition du rétablissement de la tranquillité, qui avait été faite par notre gouvernement impérial dans le but d'épargner à la Serbie les maux de la guerre, et qui avait en vue le retour de la Serbie à la situation qui existait pour elle avant les derniers malheureux événements, vos délégués, les très honorables MM. Christitch et Matitch, sont arrivés à Constantinople avec des pleins pouvoirs devont par.

Ils ont su lui donner verbalement et par écrit des explications et des assurances par lesquelles ils ont garanti que le contenu des firmans délivrés à diverses dates serait scrupuleusement observé; que les obligations qui avaient été mises à la charge de la Serbie, en compensation des privilèges et immunités de la Principauté, seraient exécutées, et qu'on ne permettrait désormais rien qui fût de nature à troubler matériellement et moralement les bons rapports de la Serbie avec notre gouvernement.

Ces explications et ces assurances ayant renouvelé et confirmé notre confiance impériale dans la fidélité et la droiture de la principauté et du peuple serbe, nous avons ainsi approuvé et ratifié le rétablissement du statu quo ante, et de même que notre pardon impérial a été accordé à tous ceux des habitants des provinces voisines qui, pendant les événements dont il a été question, se sont enfuis et réfugiés dans la principauté; de même le retour dans leurs foyers des habitants de la principauté qui s'étaient réfugiés chez nous a été également assuré.

Nous sommes convaincu que vous et le peuple serbe apprécierez ce qui vient d'être arrêté comme une preuve manifeste de notre confiance et de notre bienveillance impériales à votre égard, et que vous vous attacherez à persister dans l'accomplissement de devoirs de la principauté vis à vis de notre gouvernement impérial et, en conséquence, nous vous avons délivré et envoyé notre présent firman revêtu de notre sanction impériale, pour proclamer que, sur cette base, le statu quo ante a été rétabli et que les ordres nécessaires ont été donnés à qui de droit, afin de faire évacuer les points au delà de la ligne de démarcation qui se trouvent en la possession de notre armée.

Donné le 18 sefer 1291 (4 mars, 20 fév. 1877)

TELEGRAMMES

Nouvelles Diverses.

(Par le courrier de Varna.)

Berlin, 14 mars.

La discussion du budget en seconde lecture a amené, au sein du Reichstag, un débat assez prolongé, pendant lequel la question de la création d'un ministère de l'empire est revenue sur le tapis. Le prince de Bismarck a fait ressortir que la création de départements ministériels, pour l'ensemble de l'empire, n'était pas compatible avec l'état actuel des institutions de l'empire. « La Constitution, a dit M. de Bismarck, a tracé les voies dans lesquelles il faut se mouvoir, et tant que je resterai chancelier, je n'en sortirai pas. Un regard jeté sur le passé du nouvel empire allemand, a-t-il ajouté, montre que cet empire ne peut avancer que lentement dans le développement des institutions organiques, mais qu'on a choisi la bonne voie et qu'on a réalisé des progrès pratiques. »

Berlin, 14 mars.

Selon la Gazette nationale, M. Storch, chef de l'amirauté et ministre d'Etat, a donné sa démission, mais l'empereur ne l'a pas encore acceptée.

Rome, 13 mars.

L'allocation prononcée hier par le Pape à l'ouverture du consistoire a été très longue. Le Pape, jetant un coup d'œil sur l'histoire depuis 1870, a dit que l'Italie s'était emparée de Rome par la violence, à une époque où une nation généreuse se trouvait dans la plus grande détresse.

Le Pape a énuméré toutes les lois italiennes dirigées contre l'Eglise; il a déploré qu'on lui ait enlevé les moyens de l'administrer, et regretté profondément de ne pouvoir rien faire pour mettre un frein aux immoralités et aux sectes antireligieuses qui envahissent la société.

Le Pape a enfin déclaré qu'il n'est pas libre dans l'exercice de son ministère, et a ajouté que la conciliation est impossible.

Le Saint Père a terminé en faisant appel aux évêques et par leur entremise aux fidèles, qu'il engage à insister auprès de leurs gouvernements afin que la situation difficile dans laquelle se trouve le Saint-Siège soit prise en considération.

Londres, 13 mars.

Répondant à M. Lewis, M. Bourke déclare que le ministère des affaires étrangères n'a reçu aucune information sur la nouvelle publiée par le Telegraph et le Standard, d'après laquelle M. de Bismarck aurait demandé au gouvernement français de suspendre les travaux de fortification.

Londres, 14 mars.

Le Times publie le texte définitif du protocole proposé par la Russie. Ce document porte d'après le Times, que les puissances signataires se réservent le pouvoir de délibérer dans la suite sur le mode d'action qu'il faudra suivre si la Porte ne se conformait pas aux obligations qui lui sont imposées par l'adoption des réformes et des changements qui sont consignés dans le protocole définitif.

Le Times s'exprime comme suit: « C'est maintenant qu'on peut dire que la crise de la question d'Orient est arrivée. Jamais, dans aucune des phases diverses de cette question, un Etat n'a adressé à un autre une communication plus importante que celle dont MM. Ignatieff et Schouvaloff ont été les intermédiaires. En substance, cette communication porte: Si la Grande-Bretagne et les autres puissances veulent se mettre d'accord pour maintenir le règlement adopté par la conférence et insister auprès de la Porte pour qu'elle l'accepte, la Russie alors, agissant d'accord avec les puissances, licenciera son armée. Cette communication fait, en ce moment, l'objet de l'examen du gouvernement. »

Le Times fait remarquer que les termes en sont considérés comme modérés par les autres puissances. Il ajoute: « Si la Russie se contente de cette manière de régler la question, nous ne voyons pas de raison pour la repousser, attendu que par là nous ne sommes liés en rien contre la Turquie, tandis que la Turquie y gagne un répit. »

Le Morning Post fait remarquer que la question d'Orient qui a, pendant de longs mois, donné tant d'embarras à l'Europe, ne peut pas être réglée en une heure; le public ne sera donc pas surpris d'apprendre que le conseil du cabinet, tenu hier, doit être suivi d'un autre conseil et peut-être même de plusieurs autres.

Dans l'état de la question, il y a de grandes probabilités en faveur d'un arrangement qui donnera satisfaction à tout ce que demande la situation.

Le Morning Post ajoute: « Si, d'un côté, il faut une certaine circonspection dans la marche à suivre pour arriver à une décision définitive, d'autre part, il n'est rien survenu qui peut donner lieu à des difficultés nouvelles. »

Le Daily News croit que le plan de la Russie est déjà accepté en principe; toutefois le ministère devra l'examiner avec soin; et il y a lieu de croire que des modifications considérables sont absolument nécessaires avant l'acceptation définitive.

Les dépêches anglaises

Londres, 15 mars.

Le conseil de cabinet, qui avait été convoqué pour aujourd'hui, a été contremandé assez tard hier soir.

Le Morning Post, cherchant à expliquer ce contre-ordre, dit que les ministres anglais doutent maintenant que les modifications de forme qu'ils avaient projetées soient satisfaisantes. Il faudra échanger des explications avant que le résultat si désiré soit atteint.

Le Times continue à recommander l'acceptation du protocole, disant que le sort de la Porte est entre ses mains; mais que l'Angleterre peut beaucoup pour empêcher la Russie de se laisser entraîner à la guerre. L'Angleterre peut rendre ce service à l'Europe sans engager sa propre liberté d'action.

Londres, 16 mars.

Je puis vous affirmer, comme le tenant de bonne source, que le conseil des ministres de la reine qui a eu lieu hier a adopté en principe l'idée d'un protocole à signer par les six grandes puissances. Lord Derby et le comte de Schouvaloff en discutent la rédaction. Cette nouvelle a produit une excellente impression sur la Bourse et sur les divers partis politiques.

(Débats.)

Berlin, 16 mars.

Le Tagblatt reçoit de Berlin une nouvelle puisée à une source bien informée, d'après laquelle l'Italie se serait déclarée prête à adhérer à un acte diplomatique maintenant l'intégrité du territoire turc, et corroborant le droit que les grandes puissances ont de veiller à l'exécution des réformes demandées par la Conférence, pour donner à la Russie la satisfaction qu'elle désire.

Londres, 16 mars.

Le Morning Post publie un article remarquable dans lequel il déclare que le renouvellement des désordres en Bosnie et l'obstination du Monténégro semblent indiquer l'existence de nouvelles intrigues de l'étranger. La Turquie et les Turcs, ajoute le journal anglais, sont plus déterminés que jamais à ne pas se soumettre à recevoir du dehors des ordres que rien ne justifie, ni à désarmer en présence des forces écrasantes mises sur pied par la Russie.

Berlin, 15 mars.

Le Sultan a proclamé une amnistie générale pour la Bulgarie.

On croit que la réponse de l'Angleterre aux propositions russes sera, sans aucun doute, suivie de négociations d'un caractère tout pacifique.

Le correspondant du Daily News à Saint-Petersbourg est informé d'une manière semi-officielle, qu'on est à peu près arrivé aux conditions d'une entente complète entre la Russie et l'Angleterre. Il n'y a plus à douter d'une solution pacifique. La seule question qui soit discutée encore est de savoir si c'est la Russie ou la Turquie qui désarmera la première.

La France nous donne les détails suivants sur les derniers incidents qui ont déterminé le général à se rendre à Londres:

Après avoir fait, mercredi, trois visites consécutives au prince Orloff et au duc Decazes, le général Ignatieff, rentré à cinq heures

à l'hôtel, a reçu M. Thiers, le duc Decazes, le prince de Hohenlohe, le comte d'Harcourt et M. Clarke, puis est allé dîner à l'ambassade d'Angleterre.

A neuf heures, il est revenu à l'hôtel et a passé la soirée avec le prince Schérbatoff et son secrétaire. Il avait décidé qu'il partirait aujourd'hui pour Vienne.

Mais à dix heures une ordonnance est arrivée, portant des dépêches que le duc Decazes venait de recevoir de Londres et lui faisait communiquer.

Après avoir lu ces dépêches, le général a contremandé son départ.

Jeudi matin, de nouvelles dépêches, encore plus satisfaisantes que celles de mercredi, étant arrivées, le général, après avoir conféré avec le prince Orloff, a écrit lui-même au marquis de Salisbury, à Londres, qu'il partirait le 16 pour l'Angleterre, en le priant d'avertir officiellement lord Derby de sa visite.

La lettre partie, le général a travaillé avec son secrétaire, qui lui-même avait passé la nuit à rédiger des dépêches, puis à midi il s'est fait conduire chez M. Thiers, et de là chez le duc Decazes.

Le changement d'itinéraire du général a été télégraphié hier matin à Saint-Petersbourg. Il a été accueilli dans tout le monde diplomatique comme un excellent symptôme de solution pacifique.

Buda-Pesth, 14 mars.

Chambre des députés.—M. Tisza, répondant à une interpellation au sujet des démonstrations turques et de l'attitude de la monarchie austro-hongroise dans la question d'Orient, dit que les démonstrations faites par les étudiants ne peuvent pas compromettre la politique étrangère de la monarchie ni froisser le sentiment des citoyens slaves.

Le ministre des affaires étrangères, avec lequel le gouvernement hongrois est d'accord, a maintenu dans la question d'Orient, les principes observés jusqu'à présent et a considéré comme son devoir de maintenir la paix, d'améliorer le sort des chrétiens de Turquie et de sauvegarder les intérêts de la monarchie en toutes circonstances et contre qui que ce soit. (Applaudissements réitérés.)

Voici les renseignements que donne la France sur l'acte final que le général Ignatieff proposerait à la signature des puissances:</

infirmes par le fait de la Porte ; il soutient que la protection accordée à la Turquie était d'intérêt européen, et n'avait point été subordonnée à l'exécution des réformes libérales consenties dans l'article 9. Il n'était que trop clair que le cabinet de Londres, fort de l'appui que sa politique venait de trouver dans les Chambres du Parlement, ne sortirait pas de cette position.

La Russie ne se tint point pour battue et elle entra alors dans une autre voie. On ne pouvait mettre le traité de Paris de côté, il fallait essayer de le tourner. Si l'on ne parvenait à le faire abroger, au moins pouvait-on lui substituer quelque nouvelle stipulation. C'est alors qu'on vit paraître la proposition d'un délai à accorder à la Turquie, au bout duquel, si la Porte n'avait pas réalisé les améliorations dont elle a pris l'engagement, la contrainte deviendrait justifiable et autorisée. Mais lord Derby continua de faire la sourde oreille ; il consentait bien à accorder un répit au gouvernement turc ; c'était même lui qui en avait fait la proposition ; mais il ne voulait pas faire entendre parler de coercition dans l'avenir que dans le présent. Le répit, en d'autres termes, restait dépourvu de sanction, et c'est une sanction que poursuivait le gouvernement du tsar. On ne saurait assez savoir gré à ce gouvernement de l'obstination qu'il mit à trouver une solution si manifestement réclamée par les intérêts les plus élevés de l'Europe. Le général Ignatieff fut envoyé à Berlin et à Paris, et l'on sait maintenant pourquoi il bornait son voyage à ces deux villes. Il s'agissait d'obtenir de deux gouvernements, placés dans des circonstances très différentes, et dont les avis devaient peser à des titres divers aussi dans les conseils de l'Angleterre, l'assentiment d'unanimité, d'obtenir de l'Allemagne et de la France un appui pour la proposition qu'on voulait envoyer à Londres. On espérait, et à bon droit, que cette proposition se présenterait avec une plus grande force si elle était approuvée à la fois par une puissance aussi intéressée à la paix que nous, et par un cabinet aussi favorable à la liberté d'action de la Russie que s'était montré celui de Berlin.

La base du nouveau projet était la signature d'un protocole, reproduisant les réformes demandées par la Conférence de Constantinople, les reproduisant sous forme d'un acte collectif et solennel, et leur donnant aussi une plus grande autorité. Quant aux stipulations additionnelles de l'acte, il paraît qu'il y a eu des hésitations ou des modifications, ce qui n'est pas étonnant d'ailleurs, puisqu'il avait été entendu dès le commencement que la Russie laisserait aux signataires la plus grande latitude sur la forme. C'est ainsi que s'expliquent les différences entre le projet tel que nous l'avons exposé d'après les renseignements du général Ignatieff lui-même, et celui qui nous est aujourd'hui signalé de Londres. D'après la première version, le protocole signé par la Turquie et contre-signé par les puissances n'aurait, à la vérité, renfermé aucune sanction expresse, il n'aurait constitué pour l'Europe aucun devoir d'intervention, mais il aurait laissé à la Russie pour l'avenir une liberté d'action individuelle, et même une sorte d'assentiment tacite, d'autorisation morale de la part des autres États signataires. C'est probablement là ce qui aura arrêté le gouvernement anglais et l'aura engagé à demander une modification. Cette modification consiste à prévoir le cas où la Porte ne se conformerait pas aux obligations que lui imposent les vœux de la Conférence, et à renvoyer à de nouvelles délibérations les résolutions nécessaires par cette éventualité. La solution est évidemment très habile. Ne tranchant pas la question pour le moment, elle laisse du temps à tout le monde. Ne la tranchant pas d'une manière précise, mais la soumettant à une nouvelle entente, elle réserve les décisions futures de chacun. Enfin, donnant à la Conférence de Constantinople une suite et une sanction, elle donne à la Russie une satisfaction qui lui permettra de désarmer. C'est là, bien entendu s'il est exact, un fait considérable, qui sera salué avec joie dans toute l'Europe.

Conférence de la Société des amis de la paix.

LA PAIX EN ORIENT.

Conférence par M. Ad. Franck, membre de l'Institut.

(Suite et fin.)

Est-il donc absolument nécessaire d'imposer à la Turquie les principes dont je viens de parler ? Elle-même les a proclamés ; le gouvernement ottoman les a promulgués ; il les invoque, et il essaye de gouverner avec leur concours. Ces maximes se traduiraient en faits, et le gouvernement ottoman finirait par ressembler à tous les autres gouvernements de l'Europe. Tous les gouvernements européens, je crois l'avoir prouvé, ne sont pas des modèles d'humanité et de douceur ; ils ne sont pas surtout des modèles de tolérance religieuse.

Maintenant supposons que l'intervention armée soit décidée et à la veille de se réaliser ; qu'est-ce qu'elle produira ? J'arrive ainsi à la seconde question que je me suis proposée de résoudre : Quels seront les effets de l'intervention armée ?

Imaginez-vous une armée étrangère, une armée d'invasion, une armée ennemie, faisant régner dans le pays dont elle a pris possession, fût-ce une possession momentanée, l'ordre, la justice, l'économie, l'harmonie entre les populations, la liberté dans l'industrie et dans les transactions commerciales ? Mais cela est insensé. Une armée d'invasion en Turquie, fût-elle commandée par les officiers les plus intelligents du monde, est-ce le moyen de faire naître l'ordre, dont l'absence a eu de si terribles conséquences ?

Le moyen de faire naître l'ordre, de rétablir la justice dans les tribunaux, de mettre d'accord tant de populations différentes et hostiles les unes aux autres ?

C'est ce que l'histoire nous rappelle un propos stupide qu'on entend souvent répéter par un grand nombre de citoyens :

des peuples les plus civilisés : « Il faut un sabre pour gouverner la France. » Comme si le sabre gouvernait ! Les sabres détruisent et ne gouvernent pas. (Bravo ! bravo ! Applaudissements répétés.)

La pensée, messieurs, qu'une armée pourrait administrer et gouverner la Turquie, vient de cette erreur radicale que chacune des provinces ou fractions de provinces entre lesquelles la Turquie se partage aujourd'hui est habitée par une population homogène.

Ainsi l'on parle d'aller au secours des Slaves ; on se figure donc qu'il y a une province qui n'est habitée que par des Slaves. D'autres ont parlé de la délivrance des Grecs. On se figure donc qu'il y a en Turquie des provinces qui ne sont habitées que par des Grecs. Il a été question aussi de démarches faites par les Arméniens auprès d'un puissant empereur ; on s'imagina donc qu'il y a en Turquie des provinces qui ne sont habitées que par des Arméniens. Ceux qui admettent cette opinion ignorent absolument l'état de la Turquie. La Turquie se compose de populations diverses et hostiles les unes aux autres, divisées par la race, divisées par la religion, et ces populations s'enchevêtrent, se mêlent constamment les unes aux autres sur la même portion de territoire.

Ainsi, par exemple, les Bosniaques sont des Slaves, les Bulgares sont des Slaves ; depuis la séparation de la Serbie, on compte aujourd'hui dans la Turquie d'Europe seulement quatre millions de Slaves ; il y a un million de Grecs, un million et demi d'Albanais, un demi-million d'Arméniens et une multitude d'autres races, jusqu'à des Cosaques. Ces éléments si opposés sont loin d'être séparés par des frontières intérieures, comme en avait la vieille France ; ces populations, animées les unes contre les autres par les instincts de race, le sont encore bien plus par les instincts religieux. Aussi quand Mahomet II a pris possession de cet empire, qu'a-t-il fait ? Il a laissé les religions respectives se développer ensemble géographiquement et en fait, pour leur juridiction respective, pour leur organisation intérieure, autant de nations différentes, toutes également courbées sous la main du vainqueur. A la tête de chaque nation, il a placé un patriarche, qui n'était pas seulement le ministre et le chef de la religion, mais encore le chef de la justice et de l'administration, qui réunissait tous les pouvoirs. Pourvu que chaque communauté (c'est le nom que l'on donnait aux populations de même race et de même religion) payât la taxe exigée d'elle, le maître était content.

Vous voyez d'ici les froissements, les rivalités ardentes, les oppressions réciproques, qui sortent de cet état de choses.

Ainsi, je vous le disais tout à l'heure, la Bosnie est slave ; mais dans la Bosnie il y a un grand nombre de musulmans, non pas des osmanlis, des descendants de la race des conquérants, mais des Bosniaques slaves devenus musulmans ; ce sont eux qui possèdent la terre, parce qu'au moment de la conquête ils se sont convertis à l'islamisme, et, au lieu d'être assimilés au reste des raïas, ils sont devenus des maîtres. Il y a en Bosnie des Slaves, grecs de religion ; il y a deux cent mille catholiques, Slaves aussi, mais qui détestent ceux de la religion grecque, comme les adeptes de la religion grecque les détestent à leur tour.

On s'est étonné dernièrement que le Pape ait recommandé aux catholiques de Bosnie de se tenir avec la Turquie et de ne pas se mêler à l'insurrection. Je n'ai aucune qualité, je l'avoue, pour défendre le chef de l'Eglise ; mais vous me permettez de dire, — car en tenant ce langage, je ne fais injure à personne, — que le Pape en adressant cette recommandation aux deux cent mille catholiques romains de la Bosnie avait mille fois raison. Si les Slaves de la Bosnie, avec le secours des Serbes ou de quelque autre puissance slave appartenant à la religion grecque, étaient devenus les maîtres, ils n'auraient pas manqué d'opprimer les Bosniaques catholiques et les Bosniaques devenus musulmans ; la guerre civile aurait été déchaînée dans ce pauvre petit pays qui ne demande qu'à respirer en paix.

Ce que je dis de la Bosnie s'applique à l'Herzégovine ; ce que je dis de ces deux provinces, je puis le dire de la Bulgarie. En Bulgarie aussi il y a des Slaves devenus musulmans ; il y a des catholiques romains ; il y a des Grecs. Depuis peu d'années, les Bulgares, autrefois placés sous l'autorité du Patriarche grec de Constantinople, ont demandé et ont obtenu de former une communauté à part avec un patriarche bulgare à leur tête. Ils sont devenus, comme ils disent, *autocephales*.

Un fait à peu près semblable s'est produit chez les Arméniens. 450,000 Arméniens sont restés schismatiques, 50,000 se sont rattachés à l'Eglise catholique, et ce schisme était à peine accompli que la division éclatait dans le plus petit groupe : le plus petit groupe se divisait lui-même en deux autres, rangés derrière deux patriarches qui se disputent le commandement des Eglises et la direction des consciences.

Voilà ce qu'est la Turquie. Je pourrais m'arrêter longtemps sur ce sujet et vous montrer des antagonismes de même nature dans toutes les provinces de l'empire. Vous voyez combien la question est compliquée, combien les éléments hostiles sont mêlés, combien les haines sont vivaces et énergiques.

Alors que veut-on dire quand on parle de délivrer la Bosnie ? Qui délivrerez-vous en Bosnie ? Si ce sont les Slaves de la religion grecque, vous opprimez les Slaves catholiques ; si ce sont les Slaves catholiques, vous opprimez les grecs et les musulmans. Après tout les musulmans sont des hommes et doivent être protégés par le même droit que l'universalité du genre humain. Nous répudions les privilèges qu'on invoque au nom d'une Eglise ou d'une race ; nous nous plaçons au point de vue de la justice et de la liberté de conscience.

Une intervention armée en Turquie, d'ailleurs, tendrait non seulement à porter atteinte au territoire et à porter un coup de main à la population, serait l'oppression pour les portions voisines et pour les groupes hostiles ou différents : ce serait le déclenchement de toutes les haines et le désordre élevé à sa plus haute puissance.

A quelque souche ethnographique et à quelque confession religieuse qu'ils appartiennent, les chrétiens d'Orient et les autres sujets de l'empire ottoman qui ont été jusqu'aujourd'hui plus ou moins opprimés, ne peuvent être protégés que par le droit commun, par une loi commune et par un gouvernement commun. Une puissance étrangère, qu'elle qu'elle soit, intervenant par la force ou par d'impérieuses injonctions au milieu de ce chaos, ne pourra que l'accroître en même temps qu'il irritera le fanatisme, peut-être faudrait-il dire le patriotisme musulman.

Qu'on ne parle pas de croisade, comme on l'a fait il y a quelque temps dans une certaine partie de l'Europe. Le temps des croisades est à jamais passé ; les croisades, c'était la guerre, dans un temps où la guerre était la maîtresse du monde ; ce n'était pas la délivrance. Les croisades étaient possibles quand il y avait d'un côté l'Orient musulman, de l'autre côté l'Occident chrétien. L'Occident chrétien s'est précipité comme un seul homme sur l'Orient musulman. Et cependant ces chrétiens d'Occident qui n'avaient pris les armes que pour la Terre sainte, la domination de Mahomet, remportant sur leur chemin l'empire grec, l'empire chrétien de Byzance, trouvaient tout naturel de s'en emparer, comme si les Grecs n'étaient pas des chrétiens. Qui nous répond que les nouveaux croisés, s'il devait y en avoir, seraient plus respectueux du droit d'autrui et plus désintéressés que ceux du moyen âge. Profitez des leçons du passé pour le présent et pour l'avenir.

De la guerre à la conquête la distance n'est pas grande. De la guerre on ne peut attendre que violence et iniquité ; la justice est l'œuvre de la raison et de la paix. Voilà pourquoi nous demandons que les puissances de l'Europe se concertent entre elles pour faire régner sur toutes ces populations si profondément divisées une loi commune, un droit commun. Cela seul les empêchera de se haïr réciproquement et de s'entre-déchirer.

C'est cet œuvre qu'on promet la Turquie. Aura-t-elle la force, aura-t-elle jusqu'au bout la volonté de l'accomplir ? Je n'en sais rien ; mais il faut lui donner le temps de l'accomplir et veiller à ce qu'elle tienne sa parole.

Quand cette tâche de bienveillance et de justice sera arrivée à son terme, alors les puissances de l'Europe auront la conscience d'avoir rendu service à l'Orient et d'avoir affranchi non-seulement les chrétiens, mais tous les opprimés. (Applaudissements.)

Hors de l'intervention soit diplomatique, soit militaire des puissances européennes, sera impuissante ou nuisible. Renfermée dans ses limites, elle sera utile et peut-être plus facile qu'on ne pense.

Vous savez qu'en Turquie l'armée n'admet dans son sein que les musulmans, tous les raïas, les non-musulmans ont été affranchis jusqu'à présent du service militaire grâce à un impôt humiliant qu'on appelle le *kharaïd*. Cette humiliation n'existe plus ; le *kharaïd* a été remplacé par une simple taxe d'exemption ; mais la force armée demeure tout entière entre les mains des musulmans. Le gouvernement ottoman demande lui-même d'envoyer les rangs de l'armée à tous les raïas de quelque religion qu'ils soient, à tous les non-musulmans, comme aux musulmans eux-mêmes. C'est le premier pas, et sans contredit, le plus important vers l'ordre, l'égalité et la justice. Quand toutes ces races, toutes ces croyances isolées les unes des autres, animées les unes contre les autres par d'incultes préjugés, auront pris l'habitude de porter les armes dans l'intérêt d'un Etat commun, d'une commune patrie, elles seront accessibles à un sentiment jusqu'alors inconnu pour elles, au sentiment qui fonde les cités, au sentiment qui nous attache, non-seulement au sol natal, mais au gouvernement qui nous protège par la force des lois. L'unité se fera par l'armée, car hors de l'armée il n'y a pas d'unité durable à espérer. L'unité n'était pas encore complète parmi nous, avant qu'on eût réuni dans l'armée et appelé sous les drapeaux tous les enfants de la France sans distinction de fortune ni de classe. Jusque-là qu'arrivait-il ? Dans les jours d'émeute les agitateurs appelaient à eux nos soldats, ne manquant pas de leur dire : « Venez avec nous, vous êtes du peuple comme nous. » Aujourd'hui personne ne pourra plus tenir ce langage. Nous sommes tous, non pas le peuple, mais la nation. La nation comprend toutes les classes de citoyens unies sous le drapeau commun, vouées à la défense de la commune patrie. Là où ne rencontre que des frères, dans la mesure où la fraternité appartient à la nature humaine. (Applaudissements.)

Qu'on applique ce régime à la Turquie, qu'on ouvre les rangs de l'armée ottomane à tous les enfants de l'empire ottoman, ils se reconnaîtreont concitoyens. Qu'à l'unité produite par l'armée, on ajoute celle qui résultera infailliblement de l'égalité de tous devant la loi et devant les tribunaux, la réforme de l'empire ottoman sera fort avancée. La législation a déjà bien fait des progrès en Turquie ; on y a admis, par exemple, le code de commerce et une grande partie de notre code civil. Que ces changements introduits dans les lois soient une vérité ; que les tribunaux se composent, non plus seulement de musulmans, mais des hommes les plus capables de toutes les religions ; alors les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous verrons en Turquie, avec l'aide du Ciel, la même unité morale, intellectuelle, civique qui existe depuis longtemps chez des peuples plus favorisés.

L'autorité des conseils donnés en commun, avec un parfait accord, par les représentants du monde civilisé ; l'insistance de l'Europe en faveur d'une réforme possible, c'est à dire d'une réforme générale, sans immixtion blessante pour le droit des gens et sans injonctions impérieuses, tels sont, à mon avis, les seuls moyens de résoudre la question d'Orient. De la guerre, on ne peut attendre que la guerre, soit immédiate, soit prochaine ; car, ainsi que je l'ai dit en commençant, une intervention armée se change fatalement en conquête. On entre dans un pays les armes à la main, on n'en sort pas quand on veut. Est-ce que nous sommes sortis de Rome comme nous l'avons voulu, nous ? Il a fallu un cataclysme pour nous en faire sortir, et ce que nous voulions empêcher, la chute du pouvoir temporel, est aujourd'hui un fait accompli : l'unité italienne, à laquelle nous mettions obstacle dans le désirant, s'est faite sans nous, nos ennemis disent malgré nous.

Il en est de même de toutes les occupations plus ou moins complètes d'un pays étranger. Occupation, c'est le nom adouci d'invasion. Or, quand l'invasion n'est pas un cruel embarras pour l'envahisseur, elle tourne en oppression pour le peuple envahi, elle se change rapidement en conquête. La conquête d'une province quelconque de la Turquie, c'est la guerre déchaînée sur l'Europe, parce qu'en Europe il y a des intérêts contraires. En Orient, ce sont les croyances qui arment les peuples les uns contre les autres ; en Occident, ce sont les intérêts. Les intérêts de l'Angleterre ne sont pas ceux de la Russie, ceux de la Russie ne sont pas ceux de l'Autriche. Quoique l'Angleterre affecte aujourd'hui une grande indifférence pour l'intégrité de l'empire ottoman, autrefois comprise parmi ses dogmes politiques, l'Angleterre ne pourra pas voir de sang-froid envahir une partie de la Turquie. Elle envahira Constantinople, d'autres envahiront d'autres ports ; tous envahiront une portion quelconque de l'empire turc ; il n'y aura plus que des ennemis les uns en face des autres, et la guerre recommencera, une guerre dont il sera impossible de prévoir le terme, parce qu'on sera aux prises avec l'insaisissable, avec l'inconnu.

Donc une intervention armée, en même temps qu'elle consumerait la ruine de l'Orient, en mettant obstacle à tout progrès dans ce malheureux pays, en empêchant la réforme de la justice, celle de l'armée, celle des finances, dont l'Europe entière profiterait et nous les premiers, qui avons eu tant de confiance dans le crédit ottoman ; une intervention armée, dit-je, déclencherait la guerre en Occident. Elle serait le réveil de toutes les haines, de toutes les passions, de toutes les animosités nationales. Et ceux qui

resteraient en dehors de cette mêlée générale, attendant que l'un des peuples de l'Europe en sortit plus blessé ou plus isolé que les autres, pourraient bien faire le métier de l'araignée qui tend sa toile et qui attend en silence qu'une mouche vienne y tomber. Quelle que soit la mouche, l'araignée est prête à la dévorer avec délices.

Voilà ce qu'il faut prévoir, voilà ce qu'il faut éviter à force de modération et de patience. Il ne faut pas que l'Occident soit sacrifié à l'Orient, car le sacrifice serait funeste à tous les deux ; la paix est le seul moyen de l'empêcher. Je crois fermement que ce bien si nécessaire à tous, et malgré certaines apparences contraires, si désiré par tous, nous sera prochainement assuré.

Voyez un peu le chemin que nous avons parcouru. Je ne veux pas remonter trop haut dans le passé ; un passé éloigné n'est pas toujours instructif pour le temps présent ; je veux parler de faits qui se sont accomplis en quelque sorte sous nos yeux. En 1828, les affaires de la Turquie étaient les affaires de la Russie ; on laissait la Russie aux prises avec la Turquie. Il faut le dire, la Russie n'est pas sortie brillante de ce conflit. Serait-elle plus heureuse aujourd'hui ? Je l'ignore ; mais, à coup sûr, les avantages qu'elle pourrait remporter lui coûteraient cher. En 1851, les affaires de la Turquie étaient celles de la France et de l'Angleterre ; c'était guerre de Crimée. A-t-on bien fait ! A-t-on mal fait ? Je n'ai pas à résoudre cette question, cela m'enlèverait trop loin. Mais enfin toutes les puissances de l'Europe ont laissé faire la France et l'Angleterre. En 1875, les affaires de la Turquie sont devenues celles des trois empereurs. Combien de fois n'avons-nous pas entendu parler de cette fameuse alliance des trois empereurs ; c'était la trinité terrestre qui allait gouverner le monde, comme la trinité divine gouverne le ciel et l'univers. Que sont devenues l'amitié et l'alliance des empereurs et les trois décisions rendues par ces trois souverains pour le reste du monde ? Une puissance qui alors n'était pas encore impériale, qui l'est devenue depuis, a voulu mettre la main au travail. L'Angleterre est intervenue, et les trois empereurs ont cessé de revendiquer pour eux seuls la domination de la Turquie.

Esprons la paix. Puisse-t-elle ne pas tromper nos espérances ! Puisse le Ciel, s'il m'inspire la sagesse ! La sagesse, c'est la paix, et la paix, comme je le disais en commençant, c'est la réunion de tous les biens ; ce n'est pas seulement la civilisation, ce n'est pas seulement la richesse et le bien-être ; la paix, c'est la justice et la liberté. (Applaudissements prolongés.)

CE QUI SUIT A PARU HIER DANS NOTRE ÉDITION DU SOIR :

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

(Agence Bordeano et C^{ie}.)

Angleterre.

Londres, 20 mars.

En réponse à une interpellation de lord Granville sur les affaires d'Orient, lord Derby a dit que l'ambassadeur de Russie lui a présenté un protocole proposé par son gouvernement et devant être signé par les puissances ; qu'il y a introduit certaines modifications d'un commun accord avec le comte Schouvaloff ; mais que celui-ci ayant refusé à sa Cour elle y a apporté, à son tour, quelques changements.

Lord Derby a dit que n'ayant pas encore pu les communiquer à ses collègues, il ne pouvait, pour le moment, donner d'autres renseignements.

PARLEMENT.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 20 mars.

La Chambre des députés s'est réunie, hier, en première séance, à 5 heures à la turque.

Le Grand-Vézir, le ministre des affaires étrangères, Safvet pacha, le ministre de l'intérieur, Djavid pacha, le ministre de la justice, Asyret pacha, le directeur général des contributions indirectes, Kiani pacha, et Mahmoud bey, directeur du bureau des référendaires, étaient assis au banc des ministres.

Les députés présents ont prêté le serment legal dont voici la formule : « Je jure d'être fidèle à mon Souverain et à ma patrie, de respecter et d'observer les dispositions de la Constitution, de ne pas manquer aux devoirs qui m'incombent et de m'abstenir de m'en écarter jamais. »

Le président de la Chambre, Ahmed Vefik effendi, qui est aussi député de la ville de Constantinople, a, le premier, prononcé ce serment qui a été répété individuellement par tous les autres députés.

Cette cérémonie terminée, la Chambre a écouté, une seconde fois, la lecture du discours du Trône et a procédé ensuite à l'élection de cinq commissions qui auront à préparer les rapports sur les travaux préparatoires de la Chambre.

Il a été décidé que les commissions fonctionneront tous les jours où il n'y aura pas séance de la Chambre. Les jours de réunions publiques de la Chambre seront fixés dans la séance prochaine.

SÉNAT.

Séance du 20 mars.

Après la clôture de la séance de la Chambre des députés, le Grand-Vézir et les ministres qui étaient présents à la Chambre se sont rendus au Sénat dont les membres ont prêté serment.

La formule de ce serment est la même que celle des députés de la Chambre.

Le président du Sénat, par suite d'une indisposition, n'a pu assister à cette séance.

(Communication officielle.)

Il est parvenu à la connaissance du gouvernement impérial que les actes et la conduite des fonctionnaires de l'Etat

étaient l'objet de plaintes et de vives critiques.

Sa Majesté le Sultan, notre Auguste Souverain, veillant avec un soin vigilant sur les actes des fonctionnaires de tout rang de son gouvernement, les chefs de tous les départements ainsi que les employés sous leurs ordres, pénétrés des intentions formelles de Sa Majesté, ne se sont pas départis jusqu'à ce jour de leurs devoirs ni de la conduite correcte qui leur est prescrite.

En l'état, les critiques et les plaintes en question ne peuvent être attribuées qu'à des vues personnelles intéressées ou à un esprit de malveillance évidente.

La fausseté ou le peu de fondement de ces bruits se démontre clairement par le fait que leurs propagateurs, convaincus sans doute de l'infirmité de leurs assertions, n'ont jusqu'à présent recouru aux voies légales.

Quoiqu'il en soit, Sa Majesté, par l'octroi de la Charte, a donné premièrement au Parlement et secondement à tous les sujets de l'empire, le droit et les moyens de formuler leurs réclamations contre tout acte injuste et arbitraire des fonctionnaires de l'Etat. Or l'ouverture solennelle de la Chambre des députés devant avoir lieu lundi (avant-hier), tous ceux qui ont des réclamations, soit de plaintes, soit d'intérêt public, soit d'intérêt personnel, devront dorénavant en saisir le Parlement avec les preuves et pièces à l'appui.

Attendu que tous les employés de l'Etat, de même que les autres membres composant la nation ottomane, font tous partie d'un même corps social ; que tous sont égaux devant la Constitution, l'expression des sentiments de justice et de générosité de Sa Majesté le Sultan ; que par conséquent l'honneur et les droits des uns et des autres sont identiques.

Attendu également que l'on ne peut arguer des termes de la Constitution pour émettre impunément des imputations calomnieuses à l'endroit des fonctionnaires de l'Etat, responsables envers la loi ; qu'au contraire, en considération de cette responsabilité même, la Constitution doit protéger leur réputation et leur honneur des atteintes de la malveillance et leur assurer un traitement conforme à la justice et à l'équité.

Considérant d'un autre côté qu'en présence des difficultés et des préoccupations avec lesquelles le gouvernement se trouve aux prises, celui-ci ne saurait permettre la propagation de bruits concourant à jeter le trouble dans les esprits et la perturbation dans les affaires publiques.

Pour ces motifs, le gouvernement impérial porte à la connaissance du public qu'à partir de ce jour, toute personne qui, ainsi qu'il est indiqué plus haut, ne se conformerait pas aux prescriptions de la loi en ce qui concerne ses sujets de plainte ou de réclamations, et qui tiendrait un langage hostile aux actes du gouvernement, sera considérée comme voulant fomenter la sédition et de ce chef poursuivie et punie avec toute la rigueur de la loi.

LES MONNAIES.

I

L'AGIOTAGE.

Un fait sur lequel on ne saurait assez insister, consiste dans les variations continuelles et permanentes des cours des monnaies. Ces variations ne sont pas seulement l'effet de l'offre et de la demande, résultant des transactions commerciales ou financières. Elles sont produites par une spéculation effrénée et qui a pour conséquence des préjudices considérables.

Le négociant, aussi bien que le consommateur, souffre de cet état de choses : le premier, parce qu'il est dans l'impossibilité d'asseoir un calcul sur des bases sérieuses et de fixer un prix pour le placement de sa marchandise, ne sachant si le prix raisonnablement rémunérateur de la veille laissera le lendemain une perte sensible. Il en est de même, dans un sens inverse, du consommateur. Celui surtout qui achète au jour le jour est à la merci du débiteur qui trafique sur ses faibles moyens pour lui imposer des prix arbitraires.

En présence de ces fluctuations désordonnées, l'autorité même est désarmée. Il y a une anomalie, on la regrette, mais où trouver le moyen d'y remédier ? Fixer le cours des monnaies est chose peu pratique ; maintes fois on l'a essayé inutilement, car on ne peut placer un zaptié devant chaque boutique ou chaque saraf. Pour le même motif, il est impossible de donner aux denrées un prix uniforme. Dans ces cas, toute mesure prend un caractère arbitraire qui ne manque pas de soulever des récriminations.

Il devient donc urgent de s'arrêter à un parti qui donne satisfaction à tous les intérêts, sans préjudicier aucun, même celui de l'Etat.

En ce moment il se trouve en circulation, indépendamment des monnaies étrangères, dont nous n'avons pas à nous occuper, cinq espèces de monnaie, savoir : la *liore turque* en or et ses subdivisions ; le *medjidié d'argent* et ses subdivisions ; le *metallique* (altik, beschlik) avec ses subdivisions ; la *monnaie de billon* (cuivre), également avec ses subdivisions et, enfin, le *papiermonnaie* (caimé) de date récente.

Or, on sait que certaines marchandises se vendent en gros, tantôt en or, tantôt en argent, tantôt en beschlik. Le caimé est déclassé dans les transactions du haut commerce, mais, au contraire, il est d'un usage général dans les ventes et achats au détail. Nécessairement

il doit découler de cette variété de monnaie une perturbation qui amène des prix arbitraires, et presque toujours exorbitants, mais qui s'expliquent néanmoins par ces mêmes variations.

De ce qui précède il ressort d'une manière évidente que, moins il y aura en circulation de catégories de monnaies, moins aussi il y aura de perturbation sur les cours.

De là aussi découle cette contre-conclusion pour le gouvernement que le meilleur moyen de faire disparaître ces fâcheuses fluctuations consisterait à supprimer ces diverses monnaies pour leur substituer un étalon unique qui, ayant une circulation générale dans l'empire, mettrait ainsi un terme à l'agiotage et à ces mouvements désordonnés dont nous sommes actuellement les témoins et les victimes.

D'après nos informations, la réponse du prince de Monténégro aux dernières propositions de la Sublime Porte serait arrivée. Le prince Nicolas, dit-on, renoncera en partie à ses demandes, mais maintiendrait les plus essentielles d'entre elles. En attendant, l'armistice sera, croyons-nous, prolongé.

Les délégués monténégrins ont eu aujourd'hui une conférence avec Safvet pacha.

Tout fait espérer qu'une entente ne tardera pas à être établie.

Les lignes télégraphiques fonctionnent-elles ou continuent-elles à être dérangées ? De méchantes langues prétendent que l'un et l'autre cas se présentent, au gré du personnel de l'administration et surtout des surveillants des lignes. Nous ne nous arrêtons pas sur la question des appointements, cette question ayant été déferée au haut lieu. Nous constatons seulement un fait, c'est que la plus grande irrégularité existe dans la transmission et la réception des télégrammes ; que cette irrégularité qui persiste est préjudiciable à tous les intérêts, et que les lignes qui travaillent — celles des câbles — fonctionnent au profit presque exclusif des administrations étrangères.

Or, on se demande quel bon résultat aura produit le projet persistant d'une réduction des appointements du personnel télégraphique par leur paiement en caïme. Le voici dans toute sa simplicité. Tout ou tard, et dans un délai très prochain, on reviendra à l'ancien système, et dans ce cas, d'une part, on n'aura réalisé aucun bénéfice, et, d'autre part, on aura perdu la rentrée des frais de transmission que perçoivent aujourd'hui à de si hauts prix les administrations étrangères établies dans l'Empire.

Si l'on trouve que le télégraphe est un luxe dont on peut se passer, qu'on le dise et qu'on le supprime. Chacun appréciera alors, notre manière de comprendre le progrès.

NOUVELLES DU JOUR.

Le *Vahit* annonce que les professeurs (Ders-i-Am) des madresses de Stamboul ont signé une adresse de remerciements à S. M. le Sultan, à l'occasion de la mise à exécution des réformes promulguées.

Mahmoud pacha, grand maître de l'artillerie, a chargé quelques officiers supérieurs de Tophane d'aller assister aux exercices à feu du fort Madjar dans le Haut-Bosphore. Ces exercices ont dû commencer hier.

L'observatoire impérial météorologique qu'on annonce qu'une grosse tempête, après avoir sévi dans le golfe de Gascogne, s'est rabattue sur la Méditerranée et visitera aujourd'hui ou demain les ports de la Turquie.

Le comité de l'Alliance israélite de Salonique a transmis, à la date du 14 mars, un télégramme au Grand-Vézir. Les signataires de cette dépêche félicitent et remercient S. M. le Sultan, le Grand-Vézir et la Sublime Porte d'avoir obtenu l'égalité de droits civils pour les Israélites de la Serbie.

Par suite de la solennité de lundi dernier, le ministre de la police, Ahmed Hamdi pacha, n'a pris qu'une possession de son poste.

On nous assure que le premier soin du nouveau ministre a été de donner aux agents secrets des ordres sévères pour purger Galata et Pera des filous et des gens sans aveu qui pullulent dans ces faubourgs.

La nouvelle de l'ouverture du Parlement a été télégraphiée, le même jour, par le ministre de l'intérieur à tous les vilayets de l'Empire.

Dans les localités où la nouvelle a pu parvenir jusqu'au soir, il y a eu illuminations et réjouissances publiques. Malheureusement il y a lieu de craindre que, par le fait de la situation dans laquelle se trouve actuellement notre service télégraphique, cette heureuse nouvelle ne mette un très long temps à être connue dans toutes les parties de l'Empire.

Un télégramme d'Athènes du 17 mars annonce que l'opposition a déclaré ac-

cepter en principe les modifications proposées par le gouvernement sur la responsabilité ministérielle. Lundi, 19 de ce mois, le ministre se proposait d'exposer son programme.

La même dépêche dit que la princesse de Galles était attendue à Athènes.

Les dépêches suivantes ont été reçues dans notre ville :

Londres, 20 mars, soir.

La Reine a reçu aujourd'hui le général Ignatieff.

A la Chambre des Communes, sir Stafford Northcote dit que la correspondance additionnelle sur les affaires de Turquie sera présentée dans quinze jours et ajoute que les amendements au protocole n'ont pas encore été examinés.

New-York, 20 mars.

La situation est très tendue en Louisiane entre les démocrates et les républicains. On craint un conflit.

M. Regnier, qui s'est fait connaître dans le procès Bazaine et dont nous avons annoncé l'arrivée à Constantinople, a été admis au club de la *Teutonia*. On annonce qu'il serait porteur d'un projet d'ordre polihue.

Il a été décidé que l'arrondissement de Chehri-Zor (Mésopotamie), administré jusqu'à présent comme une province distincte, sera placé sous la juridiction du gouverneur général d'Alep. Les districts de Nasbeh, de et de Sanchar, qui faisaient partie de cet arrondissement, en ont été détachés. Vu la distance qui sépare ces districts du chef-lieu du vilayet d'Alep, ils ont été annexés, pour plus de facilité dans leur administration, le premier à l'arrondissement de Mossoul, et le second, à celui de Maridine.

Des ordres en conséquence ont été transmis au gouverneur général d'Alep.

Nous rappelons que c'est ce soir qu'aura lieu dans la salle de la *Teutonia* le grand concert vocal et instrumental donné par M. et Mme Pascale et M. B. Palmieri avec le bienveillant concours de plusieurs amateurs.

D'après nos informations, ce concert aura un grand succès.

Le *Trébizonde* relate les pertes qu'a éprouvées dernièrement le village de Tchakrak, district de Tireboli, par la chute d'une avalanche. Elle est tombée dans le quartier de Begiche-Djak qui heureusement est assez éloigné du centre du village et composé des maisons de campagne qui ne sont habitées que pendant l'été. Vingt-cinq bâtisses ont été couvertes par l'avalanche et presque toutes ont été détruites. Un grand nombre de bestiaux ont péri.

Tous les grains et autres denrées qui étaient en magasin dans ces constructions sont considérés comme perdus. On n'a eu à déplorer que la mort d'un seul homme, le nommé Hadji Imam-oglu Bekir; car, comme nous venons de le dire, à cause de l'hiver, ces maisons n'étaient pas habitées.

Le même accident est arrivé dans le village de Tohumluk, voisin de celui de Tchakrak. Ici, deux maisons seulement ont été ensevelies sous les neiges; mais deux habitants ont péri.

On écrit de Roustchouk à la *Vérité* : La flottille du Danube a déjà quitté le port de Souline à l'effet d'occuper les points importants pour la défense des passages du Danube.

Cette flottille compte actuellement 47 bâtiments de guerre, avec 60 canons, et elle est placée sous le commandement du vice-amiral Hussein pacha.

Ces bâtiments sont les suivants : Les corvettes cuirassées *Hifz-el-Bahman*, et *Loufi-Djéil*, chacune est armée de 6 canons et jauge 177 tonnes.

Les deux canonnières cuirassées *Hizze* et *Séfi*, armées chacune de 6 canons et jaugeant 513 tonnes.

Cinq monitors cuirassés : *Feih-el-Islam*, *Sémendria*, *Bouyouk-Delen*, *Podgoritz* et *Scutari*. Ils sont armés de deux canons et jaugeant 408 tonnes chacune.

Il y a aussi 4 petites canonnières en bois : le *Varna*, le *Souline*, l'*Akhia* et le *Choufek-Nouma*, de 4 canons et de 200 tonnes chacune.

Enfin, les transports *Kilitch-Ali*, *Khayredine*, *Islahat* et *Noushetté*. Les deux premiers sont armés de 4 canons et jaugeant 474 tonnes chacun; les deux autres sont armés de deux canons chacun et jaugeant 425 et 500 tonnes.

Les deux corvettes restent à Souline, les deux grandes canonnières à Matchin; la troisième et les deux petites canonnières à Toul-tcha, le reste en partie croisé dans le Danube ou se trouvent ancrés devant Roustchouk, Silistria et Totrakan.

SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DE L'ARMÉE.

LISTE N° 158.

Recettes du 26 février.

	Piastres.
Les Derviches du Mevlevihané,	
de Yéni-Capou,	43950
Souscriptions précédentes, ..	44875162
	44889112

LISTE N° 159.

Recettes du 28 février.

	Piastres.
Omer effendi, étudiant de médecine à Paris,	264
Mihrahan effendi, étudiant de médecine à Paris,	474
	435
Souscriptions précédentes, ..	44889112
	44889547

LISTE N° 160.

Recettes du 1^{er} mars.

	Piastres.
Seize notables habitants des Indes, par l'entremise de Selim Faris effendi, directeur de l'El-Djezair,	47941
Souscriptions précédentes, ..	44889547
	44937493

LISTE N° 161.

Recettes du 2 mars.

	Piastres.
Omer effendi, comptable de la gendarmerie de Rhodes,	5720
Souscriptions précédentes, ..	44937493
	44937493

LISTE N° 162.

Recettes du 5 mars.

	Piastres.
Les habitants du vilayet de Salonique,	4337
Les habitants du sandjak de Mossoul,	49960
Souscriptions précédentes, ..	44943213
	44994510

BOURSE

COURS DES FONDS.

GALATA, le 21 mars, 1877.

	Piastres.
Ouv. du n. Cp. det. P. 44	44
Hausse,	44
Baisse,	44
Clôt. du soir,	44
Après Bourse,	44

Actions S. Gén. coup. det. L. S. 3

de la Société de change et de valeurs, coup. det. 2

de la Banque de Const., 3

du Crédit Anstro-Turquo., 3

du Crédit Général, L. T. 3

Tramway,

Société Commerciale Ottomane,

Laurium, comp. détaché, Fr. 67

Crédit Hellénique (escompte),

Obligations des Chemins de fer,

(1863) c. c. détaché, 77

(1865) c. c. détaché, 78

Emprunt,

(1869) c. c. détaché, 69

(1872) c. c. détaché, 23

(1873) c. c. détaché, 67

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres.)

	Piastres.
Livre anglaise,	410
Pièce de 20 francs,	87
100 francs,	89
Ducat (Grec),	54
M. d'ind. blanc (différence),	404
B. d'ind. (différence),	413
Métallique,	444
En papier monnaie,	456
Cuivre,	470

Directeur-Gérant N. BORDEANO.

ANNONCES

MINISTÈRE DE L'EVKAF.

AVIS.

Le ministère de l'Evkaf met en vente aux enchères publiques les immeubles *Makhloul* suivants :

Une maison composée de 3 chambres, un sofa et un puits. Elle est bâtie sur 120 piques carrés et est située aux environs de Fatih, quartier Perindji-Senan, N° 45.

Prix d'estimation, .. P. 5,000

Mise en adjudication, .. P. 5,300

La moitié d'une boutique en pierre avec une chambre au-dessus. Bâtie sur 25 piques carrés, elle est louée pour 90 piastres par mois et située à Tchemberli-Tach, quartier Attik Ali Pacha, grand rue de Bayazid, N° 35.

Prix d'estimation, .. P. 5,000

Mise en adjudication, .. P. 4,800

Une maison en pierre, composée de 3 chambres, d'un sofa, d'un puits et bâtie sur 80 piques carrés. Elle est louée pour 4 Liv. Turques par mois, et située à Cassim-i-Acha, quartier Bedr-Eddin, rue Orta Sokak, N° 4 et 2.

Prix d'estimation, .. P. 50,000

Mise en adjudication, .. P. 26,800

Les 28/40 lots d'un café avec le Ghedik, bâti sur 25 piques carrés et rapportant un loyer de 110 piastres par mois. Il est situé dans le Grand-Bazar, à Tchikour Khan N° 15.

Prix d'estimation, .. P. 7,000

Mise en adjudication, .. P. 8,000

Une boutique autrefois de *Kavouk* et aujourd'hui de *Fez*, rapportant 80 piastres de loyer mensuel. Elle est bâtie sur 12 piques carrés et située dans le Grand Bazar, rue Festilzi N° 95.

Prix d'estimation, .. P. 47,500

Mise en adjudication, .. P. 44,150

Une maison en ruine composée de 4 chambres, d'un sofa, d'un puits et d'un jardin de 50 piques. Elle est bâtie sur 80 piques carrés et située aux environs de Hirkai-Chérif, quartier Mula-Alvin, rue Hirkai-Chérif N° 43.

Prix d'estimation, .. P. 6,000

Mise en adjudication, .. P. 6,000

Le 1/6 d'une boutique bâtie sur 50 piques carrés avec une chambre au-dessus. Elle est louée pour 700 piast. par mois et située à Galata, quartier de la Nouvelle Mosquée, rue Metebani N° 19.

Prix d'estimation, .. P. 12,500

Mise en adjudication, .. P. 9,800

Le quart du mûlk d'une boutique d'étaim rapportant 3 piastres par mois et située aux environs de Péra, quartier Cheikh-ul-Harem-Husseini-aghia, rue Broussa N° 4.

Prix d'estimation, .. P. 2,500

Mise en adjudication, .. P. 4,800

Une maison composée de 3 chambres, d'un sofa et d'un jardin de 70 piques. Elle est bâtie sur 80 piques carrés et située à Masla, quartier Cheikh-Ferad, rue Masla N° 64.

Prix d'estimation, .. P. 6,000

Mise en adjudication, .. P. 4,500

Le magasin avec le dépôt pour bois servant aujourd'hui de boutique de Chekerdj sans ghedik, bâti sur 78 piques carrés. Il est situé à Stamboul, quartier Daoud pacha, N° 19.

Prix d'estimation, .. P. 3,000

Mise en adjudication, .. P. 2,500

Le terrain d'une maison de 150 piques carrés situé à Ortakouy, rue Yéni-Mehané N° 19.

Prix d'estimation, .. P. 3,500

Mise en adjudication, .. P. 3,000

Le ghedik en entier et la moitié de mûlk d'une boutique de sellier, louée pour 20 piast. par mois. Elle est bâtie sur 70 piques carrés et située à Seratz-hané, quartier Balgher-Zadé, rue Djami-Ali N° 8.

Prix d'estimation, .. P. 4,500

Mise en adjudication, .. P. 4,300

Une maison composée de deux chambres, d'un sofa, d'un puits et d'un jardin de 60 piques. Elle est bâtie sur 50 piques carrés et située à Scutari, quartier Dériali, rue Tchikmaz-Téké N° 47.

Prix d'estimation, .. P. 2,500

Mise en adjudication, .. P. 2,550

Un terrain de maison de 144 piques carrés, situé à Kassim-Pacha, quartier Hadji-Khosrew, rue Iptchi Barhané, N° 9.

Prix d'estimation, .. P. 1,200

Mise en adjudication, .. P. 1,000

Une maison bâtie sur 60 piques carrés et composée de trois chambres, d'un sofa, d'un puits, d'un espace pour cuisine de 30 piques et d'un espace découvert de 30 piques. Elle est située aux environs de Saratz-hané, quartier Meimar-Ahass, rue Imam Effendi, N° 17.

Prix d'estimation, .. P. 6,000

Mise en adjudication, .. P. 6,100

Une boutique de portier en ruine, bâtie sur 180 piques carrés et ayant un jardin de 150 piques. Elle est située près de la mosquée d'Eyoub, quartier Djézzi Cassim-Pacha, rue Tchomlekjdjler, N° 55.

Prix d'estimation, .. P. 4,500

Mise en adjudication, .. P. 4,400

Une maison bâtie sur 60 piques carrés et composée de deux chambres, d'un puits et d'un jardin de 100 piques. Elle est située à Yéni-Bachtché, quartier Cara-Bach, rue Harrem-Tchaouss N° 93.

Prix d'estimation, .. P. 3,000

Mise en adjudication, .. P. 4,500

Un terrain de maison de 80 piques carrés, situé aux environs de Top-Capou, quartier Iskender agha, rue Téké sokak N° 13.

Prix d'estimation, .. P. 350

Mise en adjudication, .. P. 300

Une maison bâtie sur 75 piques carrés et composée de 3 chambres, d'un sofa, d'un puits et d'un terrain vague de 200 piques carrés. La maison est louée pour 60 piastres par mois. Elle est située à Haskemi, quartier Hadji Chaban, rue Said bey N° 4 et 2.

Prix d'estimation, .. P. 7,000

Mise en adjudication, .. P. 6,000

Le tiers d'un magasin de paille ayant au dessus 3 chambres, le tout bâti sur 140 piques carrés. Cet immeuble est situé hors de la Porte d'Idirné, quartier Amir-Bahar, rue de la Caserne N° 33.

Prix d'estimation, .. P. 2,000

Mise en adjudication, .. P. 2,000

Le 1/8 d'une boutique de Chékerdji, bâtie sur 40 piques carrés et rapportant un loyer mensuel de 300 piastres. Elle est située aux environs d'Aladja-Hamam, quartier Djelch-Oglou Ala-Eddin, rue Saboundji Khan N° 91.

Prix d'estimation, .. P. 5,000

Mise en adjudication, .. P. 5,000

Les 4/7 d'une boutique de Tohafdj, bâtie sur 35 piques carrés et rapportant un loyer de 400 piastres par mois. Elle est située dans le Grand-Bazar, rue Diyuriki N° 6.

Prix d'estimation, .. P. 27,571

Mise en adjudication, .. P. 25,000

Le ghedik d'une boutique de barbier bâtie sur 60 piques carrés et louée pour 460 piastres par mois. Elle est située à Veznedjilar, quartier Djamdji-Ali, rue Veznedjilar N° 152.

Prix d'estimation, .. P. 8,000

Mise en adjudication, .. P. 6,000

Un Oda bâti sur 60 piques carrés et situé au-dessous de la mosquée au second étage de Kébédjiler-Kan dans le Grand-Bazar. Cet immeuble est loué pour 80 piastres par mois N° 6.

Prix d'estimation, .. P. 6,000

Mise en adjudication, .. P. 5,000

Une maison bâtie sur 50 piques carrés et composée de 2 chambres, d'un puits et d'un espace découvert. Elle est située à Avrat-Bazar, quartier Khobiar, rue Araplar N° 10.

Prix d'estimation, .. P. 2,000

Mise en adjudication, .. P. 4,600

Le tiers du ghedik d'une boutique d'Iskidi avec une chambre au-dessus, bâtie sur 20 piques carrés. Elle est louée pour 120 P. par mois et située à Veznedjilar, quartier Djamdji-Ali, rue Veznedjilar, N° 407.

Prix d'estimation, .. P. 5,000

Mise en adjudication, .. P. 3,050

Une boutique de cafédj, bâtie sur 80 piques carrés et louée pour 80 P. par mois. Elle est située à Kodja-Moustapha Pacha, quartier Djambazi, rue Kodja Moustapha Pacha, N° 352.

Prix d'estimation, .. P. 8,000

Mise en adjudication, .. P. 8,000

Le tiers d'un Oda, bâti sur 20 piques carrés et situé aux environs de Mahmoud-Pacha, quartier Serroui-Dyé-Hatoun, au second étage de Khodja-Khan, N° 9.

Prix d'estimation, .. P. 666

Mise en adjudication, .. P. 400

Un terrain de maison de 440 piques carrés situé à Eyoub, quartier Zeinet-Hatoun, rue Déré, N° 7.

Prix d'estimation, .. P. 2,000

Mise en adjudication, .. P. 1,500

Un magasin de Kelemjdji loué pour 150 piastres par mois et bâti sur 60 piques carrés. Il est situé aux environs d'Ouzoun-Tcharchi, quartier Saman-Viren, au premier étage de Kilid-Khan, N° 9.

Prix d'estimation, .. P. 18,000

Mise en adjudication, .. P. 12,500

Une maison sise à Ak-Sérâi, quartier Gureba-Husseini Agha, rue Karanlik-Tcheché, bâtie sur 50 piques carrés, composée de deux chambres, avec un puits et un jardin de 60 piques, N° 8.

Prix d'estimation, .. P. 3,000

Mise en adjudication, .. P. 3,310

Une maison délabrée sise aux environs de Silivri-Kapoussou, quartier Handji-Kara-ghuez, rue Hunkiar Beyendi, bâtie sur 70 piques carrés, composée de trois chambres

avec un puits et une enceinte inculte de 20 piques, N° 8.

Prix d'estimation, .. P. 4,000

Mise en adjudication, .. P. 3,000

Un débit de boissons, anciennement ghedik de Louledji, rapportant 100 piastres par mois (monnaie courante) sis à Top-hané, quartier Hadji Muheya, rue Hendek, bâti sur 20 piques carrés, N° 39.

Prix d'estimation, .. P. 8,000

Mise en adjudication, .. P. 10,600

Un quart de deux boutiques de manufactures, sis dans le Grand Bazar, rue Balikdjilar, anciennement destinées au commerce des fez, bâties sur 35 piques carrés, rapportant 700 piastres par mois, (monnaie courante), N° 112, 114.

Prix d'estimation, .. P. 47,500

Mise en adjudication, .. P. 46,800

Un et demi lot sur quatre lots composant le terrain d'une boutique de menuisier (dogramadji) d'une superficie de 100 piques, sise à Yenikouy, dans le Bosphore, quartier Güzeldj-Ali Pacha, rue Keui-bachi, N° 326.

Prix d'estimation, .. P. 450

Mise en adjudication, .. P. 300

Un terrain de bâtisse de 140 piques avec

